

Patrick Artus et Marie-Paule Virard

Croissance zéro. Comment éviter le chaos (Fayard, 2015)

Extrait du chapitre 1 :

"Ne rêvons pas, la croissance ne reviendra pas !"

C'est le scénario à vous faire dresser les cheveux sur la tête. Que se passerait-il si ce que nous vivons depuis sept ans et qui ressemble fort à une dépression persistante devait durer, non pas quelques mois ni même quelques années, mais quelques décennies ? Qu'advierait-il si les revenus, le niveau de vie, de la plupart d'entre nous entraient dans une période glaciaire ? L'hypothèse paraît saugrenue, mais elle est sérieusement débattue un peu partout dans le monde, et d'abord aux Etats-Unis, qui n'ont pourtant cessé, depuis la fin du XIXe siècle, de repousser les limites de la création des richesses pour devenir, après l'Angleterre, le moteur de la croissance mondiale. La question agite bel et bien les plus beaux esprits de l'intelligentsia américaine. A commencer par Robert Gordon, professeur à l'université Northwestern et célèbre économiste spécialiste de la croissance et de la productivité.

La croissance n'est pas là pour toujours

Le premier temps fort de cet incroyable remue-méninge coïncide avec la publication par cet économiste américain, au milieu de l'été 2012, d'un *working paper*¹ dont le propos est de poser quelques questions fondamentales sur les mécanismes de la croissance. En guise de préambule, l'auteur précise même qu'il entend « questionner l'affirmation, largement partagée depuis les travaux de Solow dans les années 1950, que la croissance économique est un processus continu qui durera toujours ». Et, au cas où nous n'aurions pas tout à fait compris son propos, il met les points sur les i : « Mon article suggère que la croissance rapide observée au cours des 250 dernières années pourrait bien être un épisode unique dans l'histoire de l'humanité. » Stupeur et tremblements ! Depuis bientôt trois ans, le « théorème de Gordon » suscite une avalanche de travaux en tout genre et autant de débats. De Washington à Boston en passant par Londres et Paris.

Commençons par le commencement. Pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, la production par tête n'a quasiment pas bronché. La seule croissance économique enregistrée était liée à l'augmentation de la population. Ce n'est qu'au milieu du XVIIIe siècle qu'elle s'est mise à accélérer dans les économies les plus productives de l'époque – le Royaume-Uni jusqu'aux environs de 1900, les Etats-Unis ensuite –, pour atteindre un pic au cours des vingt-cinq années qui suivirent la Seconde guerre mondiale. Et puis la production par tête a de nouveau ralenti, en dépit d'un bref coup d'accélérateur entre 1996 et 2004. En 2012, la production horaire américaine était inférieure d'un tiers à ce qu'elle aurait été si la tendance observée entre 1945 et 1972 s'était maintenue. D'où l'hypothèse qui agite aujourd'hui le débat économique dans le monde entier : la croissance de la productivité pourrait bien continuer à décélérer au cours du siècle prochain jusqu'à atteindre des niveaux quasi négligeables.

Pour nourrir sa réflexion, Gordon a commencé par revisiter l'histoire économique. Parmi les trois révolutions industrielles qui ont stimulé la croissance de l'économie mondiale depuis le milieu du XVIIIe siècle, la deuxième (1870-1910) a eu un impact beaucoup plus décisif que la première (1750-1830) ou que la troisième (Internet). Certes, en ouvrant la voie à la

¹ "Is US Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds", National Bureau of Economic Research, Working Paper 18315, août 2012, www.nber.org/papers/w18315

construction de bateaux et de trains plus puissants, la première révolution industrielle avait contribué à diminuer sensiblement le temps et les coûts de transport. Mais, au cours de la période 1870-1910, la débauche d'innovations fut carrément éblouissante. Un vrai feu d'artifice ! L'essor de l'électricité et du moteur à combustion interne a révolutionné travail et vie quotidienne. La lampe à filament a remplacé la bougie. La chimie moderne a inventé toutes sortes de produits qui ont grandement contribué au bien-être de tout un chacun. Avec la diffusion du téléphone, du phonographe, de la radio et cinéma, les communications et les loisirs sont devenus accessibles au plus grand nombre. Quant à l'accès à l'eau potable et à l'installation du tout-à-l'égout dans les habitations, ils ont révolutionné les conditions de la vie quotidienne, amélioré la santé et fait décoller l'espérance de vie. Dans ses travaux, Robert Gordon évoque l'auteur d'une enquête réalisée en 1886 en Caroline du Nord, qui avait calculé qu'avant toutes ces innovations une femme au foyer devait marcher environ 237 kilomètres par an pour transporter quelques 35 tonnes d'eau !

De tels changements se reproduiront-ils ? Tous ceux que préoccupe l'avenir de la croissance mondiale sont loin d'en être persuadés. Pour eux, les perspectives de croissance au XXI^e siècle ne peuvent égaler celles du XX^e, car, si les technologies nouvelles ont accouché du smartphone et des tablettes, sans oublier l'imprimante 3D, le *cloud computing* ou le *big data* (que l'on peut définir comme l'ensemble des technologies destinées à stocker et à analyser rapidement la quantité vertigineuse de données qui se crée chaque jour dans le monde, soit 2,5 trillions d'octets, si l'on en croit les experts), ces innovations ne peuvent rivaliser avec celles du siècle dernier. Après avoir surfé pendant deux siècles sur la vague de la croissance, le monde s'installerait donc dans un régime beaucoup plus paresseux. D'autant que de nombreux facteurs contribuent eux aussi à refroidir la machine. Qu'il s'agisse du vieillissement démographique, de l'inefficacité croissante des systèmes d'éducation, de l'impact de la mondialisation sur le pouvoir d'achat, du coût de la lutte contre le réchauffement climatique ou de l'exigence du désendettement public et privé, sans oublier la montée des inégalités, qui prive une majorité de la population des fruits de la croissance et gonfle l'excès d'épargne.

Pour estimer à quel point la croissance économique future risque d'être modeste, Gordon a calculé l'effet produit par tous ces « vents contraires », avant de soustraire le chiffre ainsi obtenu au 1,8 % de croissance annuelle moyenne du PIB par tête observé au Etats-Unis entre 1987 et 2007, c'est-à-dire pendant les vingt années qui ont précédé la dernière grande crise. Avec un tout petit + 0,2 % de croissance, le résultat final est symbolique, dans tous les sens du terme. Presque une provocation, car ce + 0,2 % est comparable à la croissance annuelle moyenne observée en Angleterre entre 1300 et 1700, autrement dit avant le coup de fouet des révolutions industrielles. Le message de la nouvelle Cassandra de l'économie est limpide : il serait irresponsable d'imaginer que la croissance soit là pour toujours. Depuis deux ans, le désormais célèbre *working paper* de Gordon a fait des petits, et on ne compte plus les travaux publiés autour de l'avenir de la croissance. Ni les interventions choc.

La stagnation éternelle, perspective aussi peu réjouissante que le repos éternel

L'une des plus intéressantes est à mettre à l'actif de Larry Summers, en novembre 2013. [...] Au moment même où, un peu partout dans le monde, on se félicite de la reprise américaine, l'ancien secrétaire au Trésor fait sensation en prononçant un discours [au FMI] particulièrement sombre. [...] Larry Summers reprend à son compte la théorie de Gordon et suggère que les économies développées pourraient être plongées pour longtemps dans une sorte de stagnation séculaire (*secular stagnation*). Le concept évoque la fin des années 1930 et les travaux d'Alvin Hansen, celui qui fut parfois surnommé le « Keynes américain ». Ce professeur à Harvard pensait à l'époque, comme certains de ses contemporains, que la Grande Dépression avait marqué le point de départ d'une baisse irrémédiable du taux de croissance tendanciel de long terme (la thèse serait invalidée par la croissance des Trente Glorieuses, mais personne avant 1939 n'aurait pu imaginer que les nécessités de la reconstruction infléchiraient sensiblement le cours de l'histoire économique).

Si la réflexion théorique de Hansen revisitée suscite tant d'émoi, c'est que la crise de 2008 a troublé les esprits, et surtout que Larry Summers n'est pas n'importe quel expert. [...] Par des voies différentes, l'analyse de Summers rejoint celle de Gordon en partant d'un constat trivial

mais souvent négligé : la crise financière qui a commencé en 2008 est loin derrière nous, et pourtant nos économies sont toujours aussi déprimées. La reprise est laborieuse dans les pays avancés malgré des politiques monétaires très accommodantes mises en place par les banques centrales. Pour preuve, le PIB cumulé des quatre plus grandes économies développées (Etats-Unis, zone euro, Japon, Royaume-Uni) n'est pas revenu sur sa tendance d'avant crise. Il s'éloigne même irrésistiblement de sa trajectoire de long terme, ce qui confirme une dégradation de la croissance potentielle.

Summers observe également que l'expansion qui a précédé la crise financière mondiale de 2008 était elle-même atypique au regard des précédentes. En dépit de la formation d'une bulle immobilière gonflée par le crédit et d'une augmentation significative de la dette des ménages qui a soutenu la consommation, il n'y a eu ni surchauffe, ni pression inflationniste significative, ni croissance supérieure à la tendance de long terme. Quant au niveau du marché du travail, il était correct, mais sans plus... Pour Larry Summers, pas de doute : cette succession de bulles sans début de commencement de pressions inflationnistes est le signe que nos économies ont désormais besoin de fabriquer à jet continu ces dangereuses baudruches pour espérer se rapprocher du plein emploi. Une situation qui, aux yeux de l'économiste américain, ne date pas de 2008 mais du milieu des années 1980. Les bulles (Internet, immobilière) auraient simplement masqué la « stagnation séculaire » en stimulant artificiellement la demande globale.

Dès lors, pour le professeur de Harvard, le diagnostic ne fait aucun doute : l'état normal des économies avancées est celui d'une dépression légère parfois rehaussée de brefs épisodes de prospérité associés à la formation de bulles et à l'endettement qui les accompagne. La grande récession de 2008 ne représente pas une rupture, mais plutôt un « retour à la normale », une sorte de stagnation éternelle, perspective aussi peu réjouissante que le repos éternel ! Voilà pourquoi, dit-il [...], il sera nécessaire, dans les années qui viennent, de mobiliser la matière grise mondiale afin de « réfléchir aux moyens de gérer une économie où le taux d'intérêt nominal à zéro constitue un inhibiteur chronique de l'activité économique, tirant nos économies en arrière, bien au-dessous de leur potentiel ». L'analyse est partagée par Paul Krugman, autre voix qui porte dans le débat opposant les grands économistes de la planète. Dans un éditorial du *New York Times* du 16 novembre 2013, Krugman estime que la « trappe à liquidités » constitue désormais un état normal des économies avancées. Autrement dit, une situation où les politiques monétaires des banques centrales deviennent inefficaces pour relancer une économie guettée par la récession : une fois que le taux d'intérêt a atteint un certain niveau (à la baisse), la préférence pour la liquidité devient virtuellement absolue car presque tout le monde aime mieux garder un avoir liquide plutôt qu'une créance rapportant un taux d'intérêt aussi faible. [...]

Bien entendu, à Washington, à Paris, à Londres ou à Berlin, la thèse de la stagnation séculaire de longue durée est controversée. Certains chercheurs considèrent en effet que, depuis Hansen, elle revient régulièrement sur le tapis dès lors qu'un ralentissement durable s'installe dans le paysage. Pour eux, il n'en est pas moins prématuré de conclure [à la fin de la croissance]. Ces optimistes irréductibles se refusent, en particulier, à désespérer de la « troisième révolution industrielle », et mettent en avant le délai, toujours long, qui existe entre une découverte et le moment où elle irrigue vraiment l'économie réelle. Certaines innovations de la fin du XIXe siècle n'ont-elles pas dopé la productivité jusque dans les années 1970 ? Pour ces tenants de la croissance par le progrès technologique, rien de dit que les nouvelles technologies de l'information ne suivront pas le même chemin. [...] Pour autant, il nous semble que cette réflexion [sur la stagnation séculaire] n'a jamais été aussi féconde.

A long terme, la création de richesses dépend en effet étroitement de la croissance de la population active et du progrès technique. Or ces deux moteurs sont bel et bien grippés. La croissance de la population active marque le pas dans tous les pays développés, elle est même en baisse au Japon et en Allemagne sur la période 2000-2013 [...]. Aux Etats-Unis aussi, le bénéfice apporté par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail est épuisé, tandis que la génération des baby-boomers arrive à l'âge de la retraite. [...] Quant au progrès technique, il ne cesse de donner des signes de ralentissement, surtout depuis le début du siècle. [...]